

ANNEXE 33-109A1
AVIS DE CESSATION DE RELATION

Remplir ce formulaire pour aviser les autorités en valeurs mobilières ou les organismes d'autoréglementation (OAR) canadiens compétents qu'une personne physique inscrite ou une personne autorisée a quitté la société parrainante.

Remplir la version imprimée de ce formulaire si la dispense pour difficultés temporaires prévue par le Règlement 31-102 est invoquée. Sinon, remplir et transmettre ce formulaire en ligne sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI), à l'adresse www.nrd.ca.

Si l'espace prévu n'est pas suffisant, utiliser une autre feuille en indiquant clairement la section et la rubrique. Remplir et signer le formulaire, puis l'envoyer aux autorités en valeurs mobilières ou OAR compétents.

A. Renseignements sur la société

1. Nom
2. Numéro BDNI

B. Renseignements sur la personne physique

1. Nom
2. Numéro BDNI

C. Établissement auquel la personne physique était rattachée

1. Adresse
2. Numéro BDNI

D. Renseignements sur la cessation de relation

1. Date de prise d'effet jj/mm/aaaa
2. Motif de la cessation de relation

(cocher)

Oui Non

Démission

... motivée?

- Licenciement ... motivé?
- Fin de contrat à durée déterminée
- Retraite
- Décès
- Autre raison (donner des précisions)

E. Précisions supplémentaires

(La présentation de renseignements dans cette partie est facultative, sauf si la personne physique a démissionné ou a été licenciée. Dans ce cas, déposer les réponses aux questions de cette partie dans un délai de 30 jours après la date de prise d'effet de la cessation de relation. Déposer le reste du formulaire au plus tard cinq jours après la date de prise d'effet de la cessation de relation.)

En cas de démission ou de licenciement (motivés ou non), donner des explications dans l'espace prévu et répondre le mieux possible aux questions suivantes.

Motifs du licenciement ou de la cessation de relation :

Si la réponse aux questions suivantes est « oui », donner des précisions (en faisant renvoi aux renseignements fournis ci-dessus, si nécessaire). Les réponses devraient se rapporter aux événements survenus au cours des douze derniers mois.

- | | Oui | Non |
|--|--------------------------|--------------------------|
| 1. La personne physique a-t-elle démissionné à la demande de la société? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. La personne physique était-elle accusée d'une infraction criminelle? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 3. La personne physique a-t-elle fait l'objet de mesures disciplinaires internes notables de la part de la société ou d'un membre du même groupe qu'elle? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 4. Des investisseurs ont-ils allégué des pertes financières en raison de la conduite de la personne physique? Ces allégations peuvent ressortir de plaintes écrites, d'actions au civil et d'avis d'arbitrage. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 5. La personne physique a-t-elle des obligations financières non acquittées envers les clients de la société? Il peut s'agir de comptes qui ne sont pas | | |

entièrement garantis, qui sont pourvus d'une marge insuffisante ou qui n'ont pas été acquittés et d'autres difficultés, qui, de l'avis de la société, résultent de mauvaises pratiques commerciales, notamment en matière de crédit, de la part de la personne physique.

6. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils subi des pertes financières ou vu leur réputation entachée en raison de la conduite de la personne physique?

7. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils enquêté sur la personne physique relativement à de possibles manquements importants aux obligations de diligence, obligations réglementaires ou politiques et procédures de conformité de la société ou d'un membre du même groupe qu'elle? Il peut s'agir d'opérations ou de recommandations de placement inappropriées, de vol ou de détournement de fonds ou de titres des clients, de dissimulation des pertes aux clients, de contrefaçon de signature, de blanchiment d'argent, de fausses déclarations délibérées et d'activités parallèles secrètes.

8. La personne physique avait-elle tendance à ne pas respecter les politiques et procédures de conformité de la société ou d'un membre du même groupe qu'elle?

9. La personne physique a-t-elle géré de façon discrétionnaire les comptes de clients ou s'est-elle livrée à des activités nécessitant l'inscription sans être dûment inscrite ou sans l'autorisation de la société?

10. La société a-t-elle connaissance d'autres faits relatifs à la cessation de relation ou à la conduite l'ayant entraînée qui seraient pertinents pour déterminer l'aptitude de la personne physique à l'inscription?

F. Collecte de renseignements personnels

Les autorités en valeurs mobilières ne peuvent recueillir des renseignements personnels que conformément aux lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés et ne peuvent s'en servir que pour l'application de leurs dispositions.

Pour toute question sur la collecte et l'utilisation des renseignements personnels, communiquer avec l'autorité en valeurs mobilières du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, on peut également s'adresser à la Commission d'accès à l'information (1 888 528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

G. Mise en garde

Commet une infraction quiconque présente des renseignements qui, au moment et eu égard aux circonstances de leur présentation, sont faux ou trompeurs. En outre, l'omission de fournir des renseignements importants peut entraîner des sanctions réglementaires, dont une vérification de l'aptitude à l'inscription, ou des mesures d'application de la loi contre la société et (ou) les personnes chargées de remplir ce formulaire. Il ne faut pas présumer que ces renseignements sont connus des autorités en valeurs mobilières parce qu'ils sont dans le domaine public ou qu'ils ont déjà été communiqués à une autorité en valeurs mobilières ou à un autre organisme. Inclure tout renseignement dont la pertinence est incertaine.

E. Attestation**Donner l'attestation suivante pour présenter ce formulaire en format BDNI :**

Je présente ces renseignements en ma qualité de mandataire du déposant BDNI. En cochant cette case, j'atteste que toutes les déclarations de fait contenues dans ces renseignements m'ont été communiquées par un représentant dûment autorisé du déposant BDNI, qui confirme qu'il a lu et compris la mise en garde ci-dessus et que les renseignements figurant sur ce formulaire sont, à sa connaissance, exacts et complets.

Donner l'attestation suivante pour présenter ce formulaire en format papier :

J'atteste que j'ai lu et compris la mise en garde ci-dessus et que les renseignements figurant sur ce formulaire sont, à ma connaissance, exacts et complets.

Nom de la société

Nom du dirigeant autorisé à signer

Titre du dirigeant autorisé à signer

Signature

Date (jj/mm/aaaa)

ANNEXE 33-109A4
DEMANDE D'INSCRIPTION D'UNE PERSONNE PHYSIQUE OU D'UNE
PERSONNE PHYSIQUE AUTORISÉE

Dans le présent formulaire, les mots « vous », « votre » et « demandeur » désignent la personne physique qui présente la demande d'inscription ou d'autorisation en vertu [du règlement sur l'inscription].

L'expression « société parrainante » désigne la société inscrite au sein de laquelle vous exercerez vos fonctions à titre de personne physique inscrite ou autorisée.

Plusieurs expressions utilisées dans le présent formulaire sont définies par la législation en valeurs mobilières de votre province ou territoire. Veuillez vous reporter à ces définitions.

[Version en ligne] Si vous avez des questions, veuillez vous adresser à un dirigeant autorisé de votre société parrainante ou à un avocat, ou encore consulter le site Web d'information de la Base de données nationale d'inscription (BDNI), à l'adresse www.nrd-info.ca.

[Version imprimée] Remplissez le présent formulaire si vous vous prévalez de la dispense pour difficultés temporaires prévue par le Règlement 31-102. Sinon, remplissez et présentez le présent formulaire en ligne sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI), à l'adresse www.nrd-info.ca.

Si l'espace prévu ne suffit pas, utilisez une autre feuille en indiquant clairement la section et la rubrique. Veuillez remplir et signer le formulaire, puis l'envoyer aux autorités en valeurs mobilières, organisme d'autorégulation (OAR) ou autres autorités compétentes au Canada. Le nombre d'exemplaires originaux signés du formulaire à présenter dépend de la province ou du territoire et de l'autorité compétente.

L'omission de répondre à toutes les questions pertinentes peut occasionner un retard dans le traitement de la demande.

Si vous avez des questions, veuillez vous adresser à un dirigeant autorisé de votre société parrainante ou à un avocat, ou encore consulter le site Web d'information de la Base de données nationale d'inscription (BDNI), à l'adresse www.nrd-info.ca.

Rubrique 1 – Nom			
1. Nom légal			
_____	_____	_____	_____
Nom de famille	Prénom	Deuxième prénom (S/O <input type="checkbox"/>)	Troisième prénom (S/O <input type="checkbox"/>)
2. Autres noms			
Utilisez-vous un autre nom que le nom légal indiqué ci-dessus ou avez-vous déjà été connu sous d'autres noms?			
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice A.			
3. Noms commerciaux			
Utilisez-vous ou avez-vous déjà utilisé un nom commercial ou exercé une activité sous un nom commercial qui n'est pas ceux indiqués ci-dessus?			
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice A.			
Rubrique 2 – Adresse domiciliaire			
Indiquez toutes les adresses domiciliaires des dix dernières années, y compris celles à l'étranger.			
1. Adresse domiciliaire actuelle			

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)			
N° de téléphone : _____			
Demeure à cette adresse depuis le : _____			
(AAAA/MM)			
Si vous demeurez à cette adresse depuis moins de dix ans, veuillez remplir			

l'appendice B.

2. Adresse postale

Cochez cette case si votre adresse postale est la même que votre adresse domiciliaire actuelle. Sinon, fournissez les renseignements suivants :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Rubrique 3 – Renseignements personnels

1. Date de naissance :

(AAAA/MM/JJ)

2. Lieu de naissance :

(ville, province, territoire ou État, pays)

3. Sexe : Féminin
 Masculin

4. Couleur des yeux :

5. Couleur des cheveux :

6. Taille : ____ po _____ cm

7. Poids : ____ lb _____ kg

Rubrique 4 – Citoyenneté

Renseignements sur la citoyenneté

Quelle est votre citoyenneté?

- Canadienne
 Autre, précisez : _____

Si vous êtes aussi citoyen d'un autre pays que le Canada, remplissez la section suivante.

<p>N° de passeport : _____ Pays : _____</p> <p>Date de délivrance : _____ (AAAA/MM/JJ)</p> <p>Lieu de délivrance: _____ (ville, province, territoire ou État, pays)</p>
<p>Rubrique 5 – Territoires d'inscription</p> <p>Indiquez, en cochant la case appropriée, chaque territoire dans lequel vous demandez l'inscription :</p> <p><input type="checkbox"/> Alberta</p> <p><input type="checkbox"/> Colombie-Britannique</p> <p><input type="checkbox"/> Île-du-Prince-Édouard</p> <p><input type="checkbox"/> Manitoba</p> <p><input type="checkbox"/> Nouveau-Brunswick</p> <p><input type="checkbox"/> Nouvelle-Écosse</p> <p><input type="checkbox"/> Nunavut</p> <p><input type="checkbox"/> Ontario</p> <p><input type="checkbox"/> Québec</p> <p><input type="checkbox"/> Saskatchewan</p> <p><input type="checkbox"/> Terre-Neuve-et-Labrador</p> <p><input type="checkbox"/> Territoires du Nord-Ouest</p> <p><input type="checkbox"/> Yukon</p>
<p>Rubrique 6 – Catégories d'inscription</p> <p>Catégories</p> <p>Indiquez, en cochant la case appropriée à l'appendice C, chaque catégorie d'inscription pour laquelle vous présentez le présent formulaire. Si vous êtes une personne physique autorisée, indiquez chaque catégorie qui décrit le poste que vous occupez au sein de votre société parrainante.</p>
<p>Rubrique 7 – Domicile élu et mandataire aux fins de signification</p> <p>1. Domicile élu</p> <p>Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous présentez le présent formulaire. Une case postale ne constitue pas un domicile élu acceptable. Vous pouvez indiquer une adresse domiciliaire. Veuillez remplir l'appendice</p>

D pour chaque domicile élu supplémentaire que vous indiquez.

Domicile élu : _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____ (le cas échéant)

Adresse électronique : _____ (le cas échéant)

2. Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous pour chaque province ou territoire dans lequel vous avez un mandataire. L'adresse de votre mandataire doit être le domicile élu indiqué ci-dessus. Si votre mandataire est une société, indiquez également le nom de votre personne-ressource.

Nom du mandataire : _____

Personne-ressource : _____

Nom de famille

Prénom

Rubrique 8 – Compétences

1. Renseignements sur les cours ou les examens

Veuillez indiquer à l'appendice E les cours et les examens que vous avez réussis ou dont vous avez été dispensé. Sous la rubrique « Autre », précisez les études postsecondaires et tous les diplômes pertinents pour votre demande d'inscription.

2. Numéros d'étudiant

Le cas échéant, indiquez ci-dessous vos numéros d'étudiant pour les cours que vous avez réussis :

Institut canadien des valeurs mobilières (ICVM) :

Institut des fonds d'investissement du Canada (IFIC) :

Institut des banquiers canadiens (IBC) :

CFA Institute :

Association canadienne des conseillers en assurance et en finance :

3. Refus de dispense

Une autorité en valeurs mobilières ou un OAR ont-ils déjà refusé de vous dispenser d'un cours, d'un examen ou d'une obligation en matière d'expérience?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice F.

Rubrique 9 – Établissement d'emploi

Établissement d'emploi

Veillez fournir les renseignements sur l'établissement de votre société parrainante où vous projetez de travailler. Si vous projetez de travailler à plus d'une adresse, veuillez fournir les renseignements sur l'établissement où vous exercerez principalement vos activités.

Numéro BDNI de l'établissement : _____

Numéro de transit/numéro de centre de coûts, le cas échéant : _____

Adresse d'entreprise : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

[Pour la version imprimée seulement]

Type d'établissement : Siège Succursale Sous-succursale

Nom du directeur de succursale :

Date de prise d'effet :

- Cochez cette case si l'adresse postale de l'établissement est la même que l'adresse d'entreprise indiquée ci-dessus. Si ce n'est pas le cas, veuillez fournir les renseignements ci-dessous.

Adresse postale : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Rubrique 10 – Emploi actuel et autres activités professionnelles

Renseignements sur l'emploi et les autres activités professionnelles

Veuillez fournir à l'appendice G les renseignements demandés sur chacune de vos activités professionnelles actuelles auprès de votre société parrainante et d'autres sociétés. Si vous demandez un type d'inscription qui exige une expérience particulière, donnez des précisions sur votre expérience (par exemple, niveau de responsabilité, valeur des comptes sous votre supervision directe, nombre d'années d'expérience et expérience en matière de recherche, ainsi que le pourcentage de votre temps que vous consacrez à chaque activité).

Rubrique 11 – Emplois précédents

Renseignements sur l'emploi

Veuillez indiquer à l'appendice H vos antécédents professionnels pour les dix années précédant la date de la présente demande.

Rubrique 12 – Démissions et congédiements

Renseignements sur les démissions et les congédiements

Avez-vous déjà démissionné ou été congédié pour un motif valable par suite d'allégations selon lesquelles vous auriez :

a) commis une infraction à une loi, un règlement, une règle ou une norme de conduite?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice I.

b) manqué à vos obligations de supervision de la conformité aux lois, règlements, règles ou normes de conduite?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice I.

c) commis une fraude ou un détournement de biens, y compris un vol?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice I.

Rubrique 13 – Renseignements à l'intention des organismes de réglementation

Dans le présent formulaire, l'expression « dérivés » désigne les instruments financiers comme les contrats à terme, les options et les swaps dont le cours, la valeur ou l'obligation de paiement est fonction d'un ou de plusieurs éléments sous-jacents. Les dérivés peuvent se présenter sous la forme d'instruments, de contrats ou de titres.

L'expression « actionnaire important » désigne tout actionnaire qui détient au total, directement ou indirectement, des titres lui assurant 10 % ou plus des droits de vote rattachés à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation.

L'expression « personne autorisée » désigne, à l'égard d'un membre de l'ACCOVAM, une personne qui est un associé, un administrateur, un dirigeant, un salarié ou un mandataire du membre et qui est autorisée par l'ACCOVAM ou par un autre OAR canadien à remplir toute fonction prescrite par les statuts, règlements ou principes directeurs de l'ACCOVAM.

1. Autorités en valeurs mobilières

a) Êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été inscrit auprès de l'autorité en valeurs mobilières d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays comme courtier ou conseiller en valeurs mobilières ou en dérivés ou détenez-vous actuellement ou avez-vous déjà détenu un permis délivré par cette autorité pour agir à ce titre?

Oui Non

Cochez cette case si l'information a été enregistrée dans la BDNI sous le numéro que vous utilisez pour présenter cette demande. Sinon, veuillez remplir la section 1a de l'appendice J.

b) L'inscription comme courtier ou conseiller en valeurs mobilières ou en dérivés ou un permis pour agir à ce titre vous a-t-il déjà été refusée dans une province,

un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1*b* de l'appendice J.

c) L'autorité valeurs mobilières d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays a-t-elle déjà refusé de vous accorder une dispense d'inscription, à l'exception du refus de dispense visé à la rubrique 8 3) du présent formulaire?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1*c* de l'appendice J.

d) Faites-vous actuellement ou avez-vous déjà fait l'objet de procédures disciplinaires ou d'une ordonnance prononcée à la suite de procédures disciplinaires en vertu de la législation en valeurs mobilières ou de la législation sur les dérivés d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1*d* de l'appendice J.

2. Organismes d'autorégulation

a) Êtes-vous ou avez-vous déjà été une personne autorisée d'un OAR ou d'un organisme similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Cochez cette case si l'information a été enregistrée dans la BDNI sous le numéro que vous utilisez pour présenter cette demande. Sinon, veuillez remplir la section 2*a* de l'appendice J.

b) Vous a-t-on déjà refusé de devenir une personne autorisée d'un OAR ou d'un organisme similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 2*b* de l'appendice J.

c) Faites-vous actuellement ou avez-vous déjà fait l'objet de procédures disciplinaires engagées par un OAR ou un organisme similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 2c de l'appendice J.

3. Autres organismes de réglementation

a) Êtes-vous ou avez-vous déjà été inscrit ou détenu un permis pour exercer auprès du public d'autres activités que des activités de courtage ou de conseil en valeurs mobilières ou en dérivés dans une province, un territoire, un État ou un pays (par exemple, agent d'assurance, comptable, avocat ou enseignant)?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 3a de l'appendice J.

b) Vous a-t-on déjà refusé une inscription ou un permis en vertu d'une loi relative à vos qualifications professionnelles et non aux valeurs mobilières dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 3b de l'appendice J.

c) Faites-vous actuellement ou avez-vous déjà fait l'objet de procédures disciplinaires en vertu d'une loi relative à vos qualifications professionnelles et non aux valeurs mobilières dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 3c de l'appendice J.

Rubrique 14 – Renseignements sur les infractions criminelles

Les infractions aux lois fédérales comme la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et la Loi sur l'immigration (Canada) sont des infractions criminelles qui doivent être

signalées en réponse à la présente question. À noter que les plaidoyers et verdicts de culpabilité pour conduite avec facultés affaiblies relèvent du Code criminel (Canada) et doivent être signalés. Si vous avez plaidé coupable à une infraction ou été déclaré coupable d'une infraction, vous devez le déclarer même si une absolution inconditionnelle ou conditionnelle a été prononcée.

Vous n'êtes tenu de déclarer aucune infraction au Code de la route pour laquelle la réhabilitation a été octroyée en vertu de la Loi sur le casier judiciaire (Canada) et n'a pas été révoquée. Dans ces cas, la bonne réponse serait « non ».

Nous pouvons traiter toute omission de déclarer une infraction à une loi, à l'exception de la Loi sur les jeunes contrevenants (Canada), comme une omission de communiquer une information importante.

a) Y a-t-il une accusation en instance ou suspendue contre vous relativement à une infraction dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section *a* de l'appendice K.

b) Avez-vous déjà été déclaré coupable d'une infraction, plaidé coupable à une infraction, omis de contester votre culpabilité ou obtenu une absolution conditionnelle ou inconditionnelle dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section *b* de l'appendice K.

c) Y a-t-il une accusation en instance contre une société dont vous étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important au moment où les faits reprochés ont eu lieu dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section *c* de l'appendice K.

Cochez cette case si la société est votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1)a ou enregistrée dans la BDNI, ou les deux. Sinon, veuillez remplir la section *c* de l'appendice K.

d) Une société a-t-elle déjà été déclarée coupable d'une infraction, plaidé coupable à une infraction, omis de contester sa culpabilité ou obtenu une absolution conditionnelle ou inconditionnelle dans une province, un territoire, un État ou un pays lorsque vous en étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important?

Oui Non

Cochez cette case si la société est votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1)a ou enregistrée dans la BDNI, ou les deux. Sinon, veuillez remplir la section *d* de l'appendice K.

Rubrique 15 – Renseignements sur les poursuites civiles

a) Faites-vous actuellement l'objet d'une poursuite civile pour fraude, vol, dol, fausses déclarations ou conduite similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section *a* de l'appendice L.

b) Avez-vous déjà été défendeur ou intimé dans une poursuite civile dans laquelle des allégations de fraude, de vol, de dol, de fausses déclarations ou de conduite similaire ont été prouvées dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section *b* de l'appendice L.

Rubrique 16 – Renseignements sur la situation financière

1. Faillite

Avez-vous ou une société dont vous étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important a-t-elle déjà :

a) fait l'objet d'une requête de mise en faillite ou fait une cession volontaire relativement à une faillite?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1a de l'appendice M.

b) fait une proposition concordataire en vertu d'une loi sur la faillite ou l'insolvabilité?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1b de l'appendice M.

c) fait l'objet de poursuites en vertu d'une loi sur la liquidation, la dissolution ou les arrangements avec les créanciers?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1c de l'appendice M.

d) fait l'objet de poursuites, intenté des poursuites ou encore conclu un concordat ou un compromis avec des créanciers, y compris la nomination d'un séquestre, d'un séquestre-gérant, d'un administrateur ou d'un syndic par les créanciers ou à leur demande, à titre privé, par un tribunal ou par l'agent responsable pour prendre possession de vos biens?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1d de l'appendice M.

2. Dettes

Avez-vous déjà été incapable d'acquitter une obligation financière totalisant 5 000 \$ ou plus à son échéance, ou une société dont vous étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important a-t-elle déjà été incapable d'acquitter une obligation financière à son échéance?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 2 de l'appendice M.

3. Cautionnement ou assurance détournement et vol

Vous a-t-on déjà refusé un cautionnement ou une assurance détournement et vol?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 3 de l'appendice M.

4. Saisies-arrêts, jugements non exécutés ou directives de paiement

Avez-vous déjà été sous le coup :

a) d'une saisie-arrêt? Oui Non

b) d'un jugement non exécuté? Oui Non

c) d'une directive de paiement? Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 4 de l'appendice M.

Rubrique 17 – Propriété de sociétés de valeurs mobilières

Êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été associé ou actionnaire important d'une société (y compris votre société parrainante) dont les activités sont celles de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières ou en dérivés?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice N.

Cochez cette case si l'information a été enregistrée dans la BDNI sous le numéro que vous utilisez pour présenter cette demande. Sinon, veuillez remplir l'appendice N.

Mandataire aux fins de signification

En présentant ce formulaire, vous attestez que, dans chaque territoire canadien où vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, vous avez procédé à la désignation conformément aux obligations applicables dans ce territoire.

Acceptation de compétence

En présentant ce formulaire, vous acceptez d'être assujetti aux lois sur les valeurs mobilières ou les dérivés, ou les deux, de chaque territoire canadien et aux statuts, règlements, décisions et principes directeurs (ci-après, les « règles ») des OAR auxquels vous le présentez, et vous acceptez la compétence de tout tribunal ou toute instance se rapportant aux activités que vous exercez à titre de personne inscrite ou d'associé,

d'administrateur ou de dirigeant d'une personne inscrite en vertu de ces lois ou à titre de personne autorisée en vertu de ces règles.

Collecte et utilisation des renseignements personnels

Les autorités en valeurs mobilières se servent de vos renseignements personnels pour étudier votre demande d'inscription ou d'autorisation et vérifier que vous remplissez toujours les obligations d'inscription si votre demande est accueillie.

Ces renseignements sont recueillis en vertu des dispositions des lois sur les valeurs mobilières ou les dérivés et des règles des OAR. Ils ne sont utilisés qu'aux fins de l'application de ces lois et de ces règles. Outre les renseignements personnels fournis sur ce formulaire, les autorités en valeurs mobilières peuvent avoir besoin de recueillir des renseignements personnels auprès d'autres organismes publics, de services de police, d'OAR et d'organismes non gouvernementaux. Il peut notamment s'agir du casier judiciaire, de dossiers réglementaires, du dossier de crédit et de relevés d'emploi.

En présentant ce formulaire, vous consentez à ce que les autorités en valeurs mobilières recueillent et communiquent vos renseignements personnels aux fins de l'inscription et à d'autres fins réglementaires connexes.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de vos renseignements personnels à l'autorité en valeurs mobilières du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice O. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1 888 528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Organismes d'autoréglementation

La collecte de renseignements personnels vise principalement à déterminer votre aptitude à l'inscription ou à l'autorisation et à vérifier que vous continuez à remplir les conditions prévues par la législation en valeurs mobilières applicable et les règles des OAR.

En présentant la présente demande, vous autorisez les OAR concernés à recueillir tout renseignement provenant de toute source, notamment des renseignements personnels confidentiels vous concernant qui sont protégés par la loi, comme le casier judiciaire, le dossier de crédit, les relevés d'emploi, le dossier scolaire et les attestations de réussite de cours, ainsi que les dossiers d'autres autorités réglementaires gouvernementales ou non gouvernementales, commissions de valeurs, bourses ou autres OAR, organismes privés ou publics, personnes physiques ou morales, selon ce qui est nécessaire pour examiner votre demande ou vérifier que vous demeurez apte à l'inscription ou à l'autorisation, conformément à leurs règles, pendant la durée de

l'inscription ou de l'autorisation. Vous consentez également au transfert de renseignements confidentiels entre les OAR, commissions de valeurs ou bourses auxquels vous présentez ou pourriez présenter ultérieurement une demande d'inscription ou d'autorisation, ou qui vous ont accordé l'inscription ou l'autorisation, pour déterminer si vous êtes ou demeurez apte à l'inscription ou à l'autorisation, ou dans le cadre d'une enquête ou de l'exercice de tout pouvoir réglementaire, que vous soyez ou non actuellement inscrit auprès d'eux ou autorisé par eux.

En présentant cette demande, vous attestez que vous connaissez les règles des OAR compétents auxquels vous demandez l'inscription ou l'autorisation ou dont votre société parrainante est membre. Vous vous engagez également à vous familiariser avec les règles des OAR auxquels vous ou votre société parrainante adhérez. Vous acceptez d'être lié par les règles modifiées, de les observer, de vous y conformer et de vous tenir informé des modifications ou ajouts éventuels. Vous acceptez la compétence des OAR auxquels vous présentez une demande d'inscription ou d'autorisation ou dont votre société parrainante est membre ou le deviendra, ainsi que celle, le cas échéant, de leurs gouverneurs, administrateurs et comités. Vous convenez que toute inscription ou autorisation accordée en réponse à cette demande peut être radiée, révoquée ou suspendue à tout moment, conformément aux règles applicables des OAR. En cas de radiation ou de révocation, vous devez cesser toutes les activités qui nécessitent l'inscription ou l'autorisation, puis vous abstenir d'offrir des services qui nécessitent l'inscription ou l'autorisation à tout membre des OAR ou toute société autorisée du même groupe que le membre sans obtenir l'autorisation des OAR ou vous inscrire auprès d'eux conformément à leurs règles.

En présentant cette demande, vous vous engagez à aviser les OAR auxquels vous présentez une demande d'inscription ou d'autorisation ou qui vous ont accordé l'inscription ou l'autorisation ou pourraient vous l'accorder ultérieurement de tout changement important dans les renseignements fournis sur ce formulaire, conformément à leurs règles. Vous acceptez que le présent formulaire soit transmis, sans modification, aux OAR auxquels vous pourriez présenter une demande d'inscription ou d'autorisation ultérieurement.

Vous attestez que vous avez discuté des questions posées dans la présente demande et de la présente convention avec un dirigeant autorisé ou un directeur de succursale de votre société parrainante membre et que celui-ci est convaincu, à votre connaissance, que vous avez compris les questions et les conditions de la présente convention. Vous attestez également que vos activités professionnelles seront strictement limitées à celles qui sont autorisées dans votre catégorie d'inscription ou d'autorisation.

Commet une infraction aux lois sur les valeurs mobilières et les dérivés quiconque présente des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

[Version en ligne]

Attestation

- Je présente ces renseignements en qualité de mandataire du demandeur. En cochant cette case, j'atteste que le demandeur m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

[Version imprimée]

Signatures

Demandeur

En signant ci-dessous, vous atteste que :

- vous avez lu et compris les questions du présent formulaire;
- vous comprenez que la présentation de renseignements faux ou trompeurs constitue une infraction [aux lois sur les valeurs mobilières et les dérivés];
- tous les renseignements présentés sur le présent formulaire sont véridiques.

Signature du demandeur

Date

Associé ou dirigeant autorisé

En signant ci-dessous, vous atteste que :

- le demandeur sera embauché par la société parrainante comme personne physique inscrite ou autorisée;
- vous avez discuté des questions du présent formulaire avec le demandeur et vous êtes convaincu qu'il les comprend parfaitement.

Nom de la société

Nom du dirigeant autorisé

Titre du dirigeant autorisé

Signature

Date (AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A

Nom

Rubrique 1

Autres noms

Nom de famille	Prénom	Deuxième prénom (le cas échéant)	Troisième prénom (le cas échéant)
----------------	--------	-------------------------------------	--------------------------------------

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom (par exemple, mariage, divorce, ordonnance de la cour, nom d'usage courant, surnom, nom commercial).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Nom de famille	Prénom	Deuxième prénom (le cas échéant)	Troisième prénom (le cas échéant)
----------------	--------	-------------------------------------	--------------------------------------

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom (par exemple, mariage, divorce, ordonnance de la cour, nom d'usage courant, surnom, nom commercial).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

APPENDICE A**Nom**

Nom de famille	Prénom	Deuxième prénom <i>(le cas échéant)</i>	Troisième prénom <i>(le cas échéant)</i>
----------------	--------	--	---

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom (par exemple, mariage, divorce, ordonnance de la cour, nom d'usage courant, surnom, nom commercial).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Noms commerciaux

Nom

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom.

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec votre société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

APPENDICE A**Nom**

Nom

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom.

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

APPENDICE B
Adresse domiciliaire

Rubrique 2

Adresses précédentes

Il n'est pas nécessaire d'indiquer les codes postaux ou les numéros de téléphone correspondant aux adresses précédentes.

Adresse domiciliaire : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Quand avez-vous demeuré à cette adresse?

De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Adresse domiciliaire : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Quand avez-vous demeuré à cette adresse?

De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Adresse domiciliaire : _____

<p>(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)</p> <p>Quand avez-vous demeuré à cette adresse?</p> <p>De : _____ À : _____ (AAAA/MM) (AAAA/MM)</p>
<p>Adresse domiciliaire : _____ (numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)</p> <p>Quand avez-vous demeuré à cette adresse?</p> <p>De : _____ À : _____ (AAAA/MM) (AAAA/MM)</p>
<p>Adresse domiciliaire : _____ (numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)</p> <p>Quand avez-vous demeuré à cette adresse?</p> <p>De : _____ À : _____ (AAAA/MM) (AAAA/MM)</p>

APPENDICE C
Catégories d'inscription

Rubrique 6

Catégories

Indiquez, en cochant la case pertinente, les catégories dans lesquelles vous demandez l'inscription.

Relation avec la société parrainante

- Dirigeant
- Associé
- Administrateur
- Propriétaire unique
- Investisseur
- Représentant salarié
- Représentant non salarié

Fonctions de supervision

- Responsable de la conformité
- Directeur de succursale
- Codirecteur de succursale
- Directeur adjoint de succursale
- Chef de la conformité
- Personne désignée responsable
- Personne désignée suppléante
- Responsable désigné des contrats d'options
- Responsable suppléant des contrats d'options
- Responsable désigné des contrats à terme
- Responsable suppléant des contrats à terme
- Superviseur des contrats à terme et options sur contrats à terme

Produits

- Valeurs mobilières
- Épargne collective

APPENDICE C
Catégories d'inscription

Rubrique 6

Catégories

- Plans de bourse d'études

Négociateurs

- Négociateur pour compte propre
 Négociateur pour compte de tiers
 Local
 Courtier du CATS
 Courtier du TradeCDNX
 Agent de parquet en marchandises

Inscription par territoire

	Courtier	Conseiller	Adjoint
Alberta	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Colombie-Britannique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Île-du-Prince-Édouard	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Manitoba	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nouveau-Brunswick	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nouvelle-Écosse	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nunavut	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ontario	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Québec	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Saskatchewan	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Terre-Neuve-et-Labrador	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Territoires du Nord-Ouest	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Yukon	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières – Renseignements supplémentaires

Associé, Administrateur, Investisseur (cochez)

- du secteur
 hors secteur

APPENDICE C Catégories d'inscription	
Rubrique 6	
Catégories	
	Représentant (cochez)
	<input type="checkbox"/> Représentant inscrit
	<input type="checkbox"/> Représentant en placement

APPENDICE D**Domicile élu et mandataire aux fins de signification****Rubrique 7****Domicile élu****1. Domicile élu**

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous agissez à titre de personne physique inscrite ou autorisée ou demandez à le devenir. Une case postale ne constitue pas un domicile élu acceptable.

Domicile élu : _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____

Adresse électronique : _____

2. Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous. Le domicile élu indiqué dans la section précédente doit correspondre à l'adresse du mandataire désigné ci-dessous.

Nom du mandataire : _____

Personne-ressource :		
	Nom de famille	Prénom

APPENDICE E
Compétences

Rubrique 8

COURS OU EXAMEN	DATE DE FIN DU COURS OU DE L'EXAMEN	DATE DE LA DISPENSE ET AUTORITÉ OU AGENT RESPONSABLE QUI L'A ACCORDÉE (AAAA/MM/JJ)
Autre :		

APPENDICE F
Compétences**Rubrique 8****Refus de dispense**

Veillez fournir les renseignements suivants sur chaque dispense refusée.

Indiquez l'autorité en valeurs mobilières ou l'OAR qui a refusé de vous accorder la dispense :

Indiquez le cours, l'examen ou l'expérience requise :

Indiquez le motif de refus :

Date du refus : _____
(AAAA/MM/JJ)

Indiquez l'autorité en valeurs mobilières ou l'OAR qui a refusé de vous accorder la dispense :

Indiquez le cours, l'examen ou l'expérience requise :

Indiquez le motif de refus :

Date du refus : _____
(AAAA/MM/JJ)

APPENDICE G**Emploi actuel et autres activités professionnelles****Rubrique 10**

- Étudiant à temps plein
- Employé ou travailleur autonome

Depuis le : _____
(AAAA/MM/JJ)

Vous n'êtes tenu de remplir la section suivante que si vous avez indiqué ci-dessus que vous êtes employé ou travailleur autonome.

Renseignements sur l'emploi actuel

Cochez cette case si vous êtes employé par votre société parrainante. Sinon, veuillez fournir les renseignements suivants :

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre de votre supérieur immédiat : _____

Indiquez les fonctions que vous exercez ou comptez exercer auprès de votre

APPENDICE G**Emploi actuel et autres activités professionnelles**

société parrainante.

Décrivez tout autre emploi ou activité professionnelle, qu'ils se rapportent ou non aux placements. Précisez la nature de l'entreprise, vos fonctions, la date de commencement, votre titre ou votre relation avec l'entreprise (notamment les postes d'administrateur ou de dirigeant).

Indiquez le nombre d'heures par semaine que vous consacrerez à ces activités professionnelles :

Cochez cette case si vous travaillez plus de 30 heures par semaine auprès de votre société parrainante. Sinon, veuillez expliquer pourquoi vous travaillez moins de 30 heures par semaine auprès de votre société parrainante.

Déclarez tout risque de confusion chez les clients et tout risque de conflit d'intérêts découlant des activités que vous vous proposez d'exercer comme personne inscrite auprès d'une ou de plusieurs sociétés parrainantes (du même groupe ou non) et de l'autre entreprise décrite ci-dessus (indiquez si cette entreprise est inscrite à la cote d'une bourse). Indiquez si la société a des procédures pour réduire les risques de conflits d'intérêts et confirmez que vous les connaissez.

APPENDICE H
Emplois précédents

Rubrique 11

Renseignements sur les emplois précédents

Veillez fournir les renseignements demandés sur vos activités professionnelles au cours des dix années précédant la date de la présente demande. Comptez toutes les activités, y compris les emplois à temps partiel et à temps plein, le travail autonome, le service militaire et les activités comme personne au foyer. Indiquez notamment les périodes de chômage, d'études à temps plein et les déplacements autorisés pour une période prolongée. (N'indiquez pas les emplois de quatre mois ou moins occupés durant vos études, sauf s'ils étaient dans le secteur des valeurs mobilières.)

Veillez également fournir les renseignements demandés sur les activités en valeurs mobilières et en dérivés (y compris les contrats négociables et les options) que vous avez exercées pendant cette période et auparavant.

- Chômeur
- Étudiant à temps plein
- Employé ou travailleur autonome

De : _____ À : _____
(AAAA/MM/JJ) (AAAA/MM/JJ)

Vous devez remplir la section suivante seulement si vous avez indiqué ci-dessus que vous êtes ou étiez employé ou travailleur autonome.

Date de commencement : _____
(AAAA/MM)

APPENDICE H
Emplois précédents

Date de fin : _____
(AAAA/MM)

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre du supérieur immédiat, le cas échéant : _____

Décrivez l'activité de la société, votre poste, vos fonctions et votre relation avec la société. Si vous demandez un type d'inscription qui exige une expérience particulière, veuillez fournir ci-dessous des renseignements sur votre expérience (par exemple, votre niveau de responsabilité, la valeur des comptes sous votre supervision directe, le nombre d'années d'expérience et l'expérience en matière de recherche, ainsi que le temps consacré à chaque activité) :

Raison pour laquelle vous avez quitté la société :

Date de commencement : _____
(AAAA/MM)

Date de fin : _____
(AAAA/MM)

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :

APPENDICE H
Emplois précédents

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre du supérieur immédiat, le cas échéant : _____

Décrivez l'activité de la société et vos fonctions. Si vous demandez un type d'inscription qui exige une expérience particulière, veuillez fournir ci-dessous des renseignements sur votre expérience (par exemple, votre niveau de responsabilité, la valeur des comptes sous votre supervision directe, le nombre d'années d'expérience et l'expérience en matière de recherche, ainsi que le temps consacré à chaque activité) :

Raison pour laquelle vous avez quitté la société :

APPENDICE I
Démissions et congédiements

Rubrique 12

Renseignements sur les démissions et les congédiements

Pour chaque démission ou congédiement motivé, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société dont vous avez démissionné ou qui vous a congédié; 2) s'il s'agit d'une démission ou d'un congédiement; 3) la date de votre démission ou de votre congédiement; 4) les circonstances relatives à votre démission ou à votre congédiement.

APPENDICE J**Renseignements à l'intention des organismes de réglementation****Rubrique 13****1. Autorités en valeurs mobilières**

a) Pour chaque inscription ou permis, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'autorité en valeurs mobilières auprès de laquelle vous êtes ou étiez inscrit ou qui a délivré le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis; 4) la période pendant laquelle vous étiez inscrit ou déteniez le permis.

b) Pour chaque inscription ou permis refusé, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'autorité en valeurs mobilières qui a refusé l'inscription ou le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis refusé; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

c) Pour chaque demande de dispense d'inscription ou de permis refusée, à l'exception de ce qui est indiqué à la rubrique 8 3) du présent formulaire, veuillez indiquer ci-dessous : 1) la partie qui s'est vue refuser la dispense d'inscription ou de permis; 2) le nom de l'autorité en valeurs mobilières qui a refusé d'accorder la dispense ou le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis dont la dispense a été refusée; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

APPENDICE J**Renseignements à l'intention des organismes de réglementation****Rubrique 13**

d) Pour chaque ordonnance ou procédure disciplinaire, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'autorité en valeurs mobilières qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, s'il y a lieu; 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant; 5) un résumé de tout avis, ordonnance ou règlement (y compris les sanctions infligées, le cas échéant); 6) si vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important de la société et désigné dans l'ordonnance ou visé par la procédure disciplinaire; 7) tout autre renseignement pertinent.

2. Organismes d'autoréglementation

a) Pour chaque autorisation, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'OAR qui vous a accordé l'autorisation; 3) les catégories d'autorisation; 4) la période d'autorisation.

APPENDICE J**Renseignements à l'intention des organismes de réglementation****Rubrique 13**

b) Pour chaque autorisation refusée, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'OAR qui a refusé l'autorisation; 3) la catégorie de l'autorisation refusée; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

c) Pour chaque ordonnance ou procédure disciplinaire, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'OAR qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, le cas échéant 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant; 5) un résumé de tout avis, de toute ordonnance ou de tout règlement (y compris les sanctions infligées, le cas échéant); 6) si vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important de la société et désigné dans l'ordonnance ou visé par la procédure disciplinaire; 7) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'agent responsable.

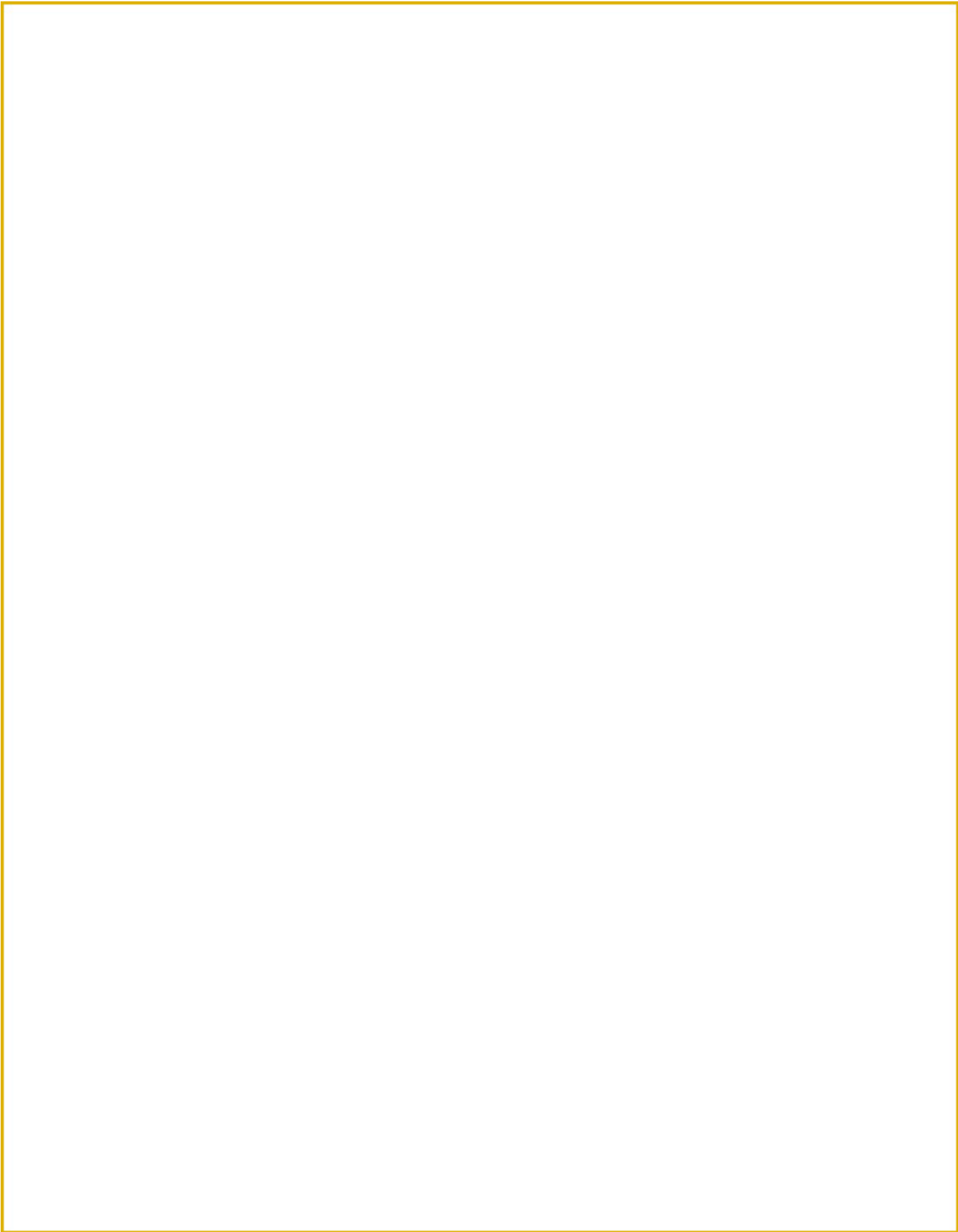
3. Autres organismes de réglementation

a) Pour chaque inscription ou permis, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la partie inscrite ou titulaire du permis; 2) le nom de l'organisme de réglementation ou de la loi régissant l'inscription ou le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis; 4) la période pendant laquelle la partie était inscrite ou détenait le permis.

APPENDICE J**Renseignements à l'intention des organismes de réglementation****Rubrique 13**

b) Pour chaque inscription ou permis refusé, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la partie qui s'est vue refuser l'inscription ou le permis; 2) le nom de l'organisme de réglementation qui a refusé l'inscription ou le permis ou de la loi en vertu de laquelle elle l'a été; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis refusé; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

c) Pour chaque ordonnance ou procédure disciplinaire, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la partie contre laquelle l'ordonnance a été rendue ou la procédure engagée; 2) le nom de l'organisme de réglementation qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure ou de la loi en vertu de laquelle elle l'a été; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, le cas échéant; 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant; 5) un résumé de tout avis, ordonnance ou règlement (y compris les sanctions infligées, le cas échéant); 6) si vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important de la société et désigné dans l'ordonnance ou visé par la procédure disciplinaire; 7) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'agent responsable.



APPENDICE K
Renseignements sur les infractions criminelles

Rubrique 14

Infractions criminelles

a) Pour chaque accusation, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le type d'accusation; 2) la date de l'accusation; 3) la date du procès ou de l'appel, le cas échéant; 4) l'emplacement du tribunal.

b) Pour chaque condamnation, veuillez indiquer ci-dessous : 1) l'infraction; 2) la date de la condamnation; 3) la décision rendue (en précisant la pénalité ou l'amende et la date de paiement de l'amende).

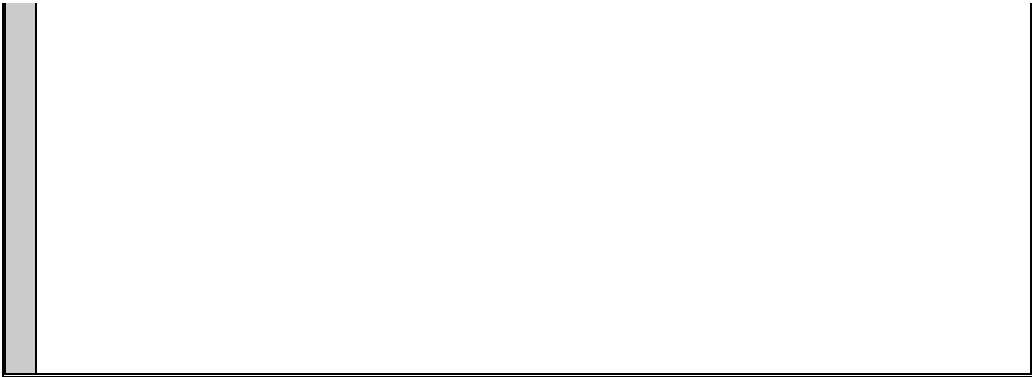
c) Pour chaque accusation, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le type d'accusation; 3) la date de l'accusation; 4) la date du procès ou de l'appel, le cas échéant; 5) l'emplacement du tribunal.

d) Pour chaque condamnation, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) l'infraction; 3) la date de la condamnation; 4) la décision rendue (en précisant la pénalité ou l'amende et la date de paiement de l'amende).

APPENDICE L**Renseignements sur les poursuites civiles****Rubrique 15**

a) Pour chaque poursuite civile en instance, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) les dates auxquelles la demande et la défense ont été présentées; 2) le nom de chaque demandeur; 3) si la poursuite est en instance ou si la décision a été portée en appel; 4) si la poursuite concerne une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important et si vous avez été désigné dans les allégations; 5) le territoire où la poursuite a été intentée.

b) Pour chaque poursuite civile, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) les dates auxquelles la demande et la défense ont été présentées; 2) le nom de chaque demandeur; 3) le territoire où la poursuite a été intentée; 4) si la poursuite concerne une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important et si vous avez été désigné dans les allégations; 5) un résumé de toute décision ou de tout règlement pour une somme supérieure à 10 000 \$. (Indiquez aussi les poursuites réglées sans aveu de responsabilité.)



APPENDICE M
Renseignements sur la situation financière

Rubrique 16

1. Faillite

a) Pour chaque événement, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous :
1) la date de la requête de mise en faillite ou de la cession volontaire; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) tout montant actuellement dû; 4) les créanciers; 5) la situation actuelle; 6) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 7) la date de la libération, le cas échéant; 8) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'agent responsable.

b) Pour chaque événement, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous :
1) la date de la proposition concordataire; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) tout montant actuellement dû; 4) les créanciers; 5) la situation actuelle; 6) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 7) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'agent responsable.

c) Pour chaque événement, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous :
1) la date de la poursuite; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) la situation actuelle; 4) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 5) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'agent responsable.

APPENDICE M**Renseignements sur la situation financière**

d) Pour chaque poursuite, concordat ou compromis avec les créanciers, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la poursuite; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) la situation actuelle; 4) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 5) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'agent responsable.

2. Dettes

Pour chaque événement, veuillez indiquer ci-dessous : 1) la personne ou société qui ne s'est pas acquittée de ses obligations financières; 2) le montant dû au moment où la personne ou société a manqué à ses obligations; 3) le nom de la personne ou société à qui le montant est ou était dû; 4) toute date pertinente (par exemple la date d'échéance des paiements ou la date à laquelle le paiement a été effectué); 5) tout montant actuellement dû; 6) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'agent responsable.

3. Cautionnement ou assurance détournement et vol

Pour chaque cautionnement ou assurance refusés, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société de cautionnement ou d'assurance; 2) l'adresse de cette société; 3) la date du refus; 4) les motifs du refus.

APPENDICE M**Renseignements sur la situation financière****4. Saisies-arrêts, jugements non exécutés ou directives de paiement**

Pour chaque saisie-arrêt, jugement non exécuté ou directive de paiement, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le montant dû au moment de la saisie-arrêt, du jugement non exécuté ou de la directive de paiement; 2) le nom de la personne ou de la société à qui le montant est ou était dû; 3) toute date pertinente (par exemple la date d'échéance des paiements ou la date à laquelle le paiement a été effectué); 4) le pourcentage des bénéfices devant être saisis; 5) tout montant actuellement dû; 6) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'agent responsable.

APPENDICE N
Propriété des sociétés de valeurs mobilières

Rubrique 17

Indiquez ci-dessous : a) le nom de la société et b) votre relation avec elle.

a) Nom de la société : _____

b) Relation avec la société et durée de la relation :

Associé De : _____ / _____ À : _____ / _____ (s'il y a lieu)
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Actionnaire De : _____ / _____ À : _____ / _____ (s'il y a lieu)
important (au sens de (AAAA/MM) (AAAA/MM)
la rubrique 13 de la
présente annexe)

Si vous êtes associé ou actionnaire important, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Indiquez le nombre, la valeur, la catégorie et le pourcentage de titres ou de parts sociales que vous possédez ou envisagez d'acquérir sur autorisation. Si vous acquérez des actions sur autorisation, indiquez la source (par exemple, actions non émises, ou, en cas de cession, donnez le nom du cédant) :

b) Indiquez la valeur (approximative, si nécessaire) des débetures subordonnées ou des obligations de la société que vous détiendrez ou de tout autre prêt subordonné que vous consentirez à la société (s'il y a lieu) :

APPENDICE N

Propriété des sociétés de valeurs mobilières

Rubrique 17

c) Indiquez le nom de toute personne ou société qui vous a fourni des fonds pour que vous puissiez les investir dans la société, ainsi que votre relation avec elle :

d) Indiquez si les fonds que vous investirez (ou que vous proposez d'investir) sont garantis directement ou indirectement par une personne ou une société :

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez le nom de la personne ou de la société et votre relation avec elle :

e) Indiquez si vous avez directement ou indirectement renoncé à des droits afférents à ces titres ou parts sociales ou si vous avez l'intention, sur autorisation de cette demande, de renoncer à de tels droits, que ce soit en hypothéquant les titres, en les mettant en gage ou en les grevant d'une charge en garantie :

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez le nom de la personne ou de la société et votre relation avec elle, et décrivez les droits auxquels vous avez renoncé ou renoncerez :

f) Indiquez si le propriétaire des actions, obligations, débetures, parts sociales ou autres billets que vous détenez est une autre personne :

APPENDICE N

Propriété des sociétés de valeurs mobilières

Rubrique 17

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir les sections *g*, *h* et *i*.

g) Nom du propriétaire :

Nom de famille	Prénom	Deuxième prénom <i>(le cas échéant)</i>	Troisième prénom <i>(le cas échéant)</i>

h) Adresse domiciliaire :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

i) Profession :

APPENDICE O**Coordonnée des personnes-ressources pour toute question sur la collecte et l'utilisation de vos renseignements personnels****Coordonnées**

<p>Alberta Alberta Securities Commission, 4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W. Calgary (Alberta) T2P 3C4 Attention : Information Officer Téléphone : 403-297-6454</p>	<p>Colombie-Britannique British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2 Attention : Freedom of Information Officer Téléphone : 604-899-6500 ou 800-373-6393 (en Colombie-Britannique)</p>
<p>Île-du-Prince-Édouard Securities Registry Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and Insurance Services Division P.O. Box 2000 Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8 Attention : Deputy Registrar of Securities Téléphone : 902-368-4569</p>	<p>Manitoba Commission des valeurs mobilières du Manitoba 400, avenue St-Mary, bureau 500 Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5 Attention : Director - Legal Téléphone : 204-945-4508</p>
<p>Nouveau-Brunswick Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick 85, rue Charlotte, bureau 300 Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2 À l'attention du Directeur de la réglementation du marché Téléphone : 506-658-3021</p>	<p>Nouvelle-Écosse Nova Scotia Securities Commission 2nd Floor, Joseph Howe Building 1690 Hollis Street P.O. Box 458 Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9 Attention : FOI Officer Téléphone : 902-424-7768</p>

APPENDICE O**Coordonnée des personnes-ressources pour toute question sur la collecte et l'utilisation de vos renseignements personnels****Coordonnées****Nunavut**

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6190

Ontario

Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
800 B1920 Broad Street
Regina (Saskatchewan) S4P 3V7
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities Commission of Newfoundland
and Labrador
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Director of Securities
Téléphone : 709-729-4189

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-
Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)
X1A 2L9
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-920-8984

APPENDICE O

**Coordonnée des personnes-ressources pour toute question sur la collecte et
l'utilisation de vos renseignements personnels**

Coordonnées**Yukon**

Department of Community Services

Yukon

P.O. Box 2703

Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6

Attention : Registrar of Securities

Téléphone : 867-667-5225

ANNEXE 33-109A6
DEMANDE D'INSCRIPTION À TITRE DE COURTIER, DE CONSEILLER OU DE SOCIÉTÉ DE GESTION (VALEURS MOBILIÈRES ET (OU) DÉRIVÉS)

[version imprimée]

Toute société qui demande l'inscription pour la première fois dans une province ou un territoire du Canada est tenue de remplir ce formulaire. Si l'espace prévu pour répondre à une question ne suffit pas, annexer les détails supplémentaires sur une feuille séparée, en indiquant clairement la section et la rubrique.

Remplir et signer le formulaire, puis le transmettre à l'autorité en valeurs mobilières de chaque territoire du Canada où la société demande l'inscription. Joindre toutes les pièces requises, y compris les annexes, paraphées et datées par un membre de la haute direction.

A. Coordonnées

1. Nom de la société
2. Outre le nom indiqué en 1, indiquer les noms sous lesquels la société exerce ou exercera ses activités et tout nom commercial.

Indiquer la date de prise d'effet et la date de caducité, s'il y a lieu, des noms commerciaux.

3. Indiquer les noms utilisés par la société et tout membre du même groupe qu'elle ou société préexistante au cours des dix dernières années.

4. Adresse

Adresse du siège

Téléphone

Télécopieur

Adresse électronique

Site Web (inscrire s.o. si cela n'est pas pertinent)

Adresse postale (si elle est différente de celle du siège)

Si le siège n'est pas situé au Canada, la société a-t-elle un établissement au Canada?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer l'adresse postale.

5. Principale personne-ressource de la société (Il s'agit de la principale personne à laquelle les autorités en valeurs mobilières s'adresseront pour régler les questions touchant la demande et les obligations continues. Il peut s'agir de l'avocat externe de la société.)

Nom Téléphone

Nom du cabinet (le cas échéant)

Titre Adresse électronique

6. Domicile élu dans le territoire d'origine

Cocher cette case si le domicile élu est le siège.

7. Responsable de la conformité de la société dans les territoires canadiens où celle-ci demande l'inscription (par exemple, personne désignée responsable et chef de la conformité). S'il s'agit de la personne identifiée en 5, le préciser.

Nom :	Numéro BDNI :
Titre :	Adresse électronique :
Téléphone :	Province ou territoire :

Nom :	Numéro BDNI :
Titre :	Adresse électronique :
Téléphone :	Province ou territoire :

8. Représentant en chef de la société pour la Base de données nationale d'inscription (BDNI) :

Nom Adresse électronique

Téléphone

B. Territoires où l'inscription est demandée

- | | |
|---------------------------|--------------------------|
| Alberta | <input type="checkbox"/> |
| Colombie-Britannique | <input type="checkbox"/> |
| Île-du-Prince-Édouard | <input type="checkbox"/> |
| Manitoba | <input type="checkbox"/> |
| Nouveau-Brunswick | <input type="checkbox"/> |
| Nouvelle-Écosse | <input type="checkbox"/> |
| Nunavut | <input type="checkbox"/> |
| Ontario | <input type="checkbox"/> |
| Québec | <input type="checkbox"/> |
| Saskatchewan | <input type="checkbox"/> |
| Terre-Neuve-et-Labrador | <input type="checkbox"/> |
| Territoires du Nord-Ouest | <input type="checkbox"/> |
| Yukon | <input type="checkbox"/> |

C. Catégories d'inscription

1. Catégories d'inscription demandées (cocher toutes celles qui s'appliquent)

- | | |
|---|--------------------------|
| Courtier en placement | <input type="checkbox"/> |
| Courtier en épargne collective | <input type="checkbox"/> |
| Courtier en plans de bourse d'études | <input type="checkbox"/> |
| Courtier sur le marché dispensé | <input type="checkbox"/> |
| Courtier d'exercice restreint | <input type="checkbox"/> |
| Société de gestion | <input type="checkbox"/> |

Gestionnaire de portefeuille

Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint

D. Structure et antécédents de la société

1. Type de structure juridique (par exemple, société par actions, société de personnes, entreprise individuelle).
2. Lieu de résidence de la majorité des membres de la haute direction.
3. Antécédents de la société et de tout membre du même groupe qu'elle (nature et durée de l'activité). Fournir un bref exposé.
4. La société a-t-elle fusionné avec une autre entité, acquis une autre entité ou été acquise par une autre entité au cours des dix dernières années?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer le nom des entités, les dates pertinentes et le type d'opération.

5. Personnes qui exercent une emprise directe ou indirecte sur des titres leur assurant 10 % ou plus des droits de vote rattachés aux titres avec droit de vote de la société.

Nom	Date de naissance (le cas échéant)	Titre (le cas échéant)	Adresse électronique	Titres (catégorie, type et montant)

6. Principaux actionnaires de la société. (S'il s'agit des personnes indiquées ci-dessus, le préciser.)

Nom	Titre	Adresse électronique

7. Personnes physiques autorisées, au sens du Règlement 33-109, et déposer le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 dans la BDNI pour chacune d'elles.

Nom	Titre	Date de naissance

Joindre les documents suivants :

8. Un plan d'activités pour les cinq prochaines années qui précise ce qui suit :

- la nature des services, notamment le types de titres et (ou) de dérivés qui seront placés ou les conseils, discrétionnaires ou non, qui seront fournis;

Dans le présent formulaire, l'expression « dérivés » désigne les instruments financiers comme les contrats à terme, les options et les swaps dont le cours, la valeur ou l'obligation de paiement est fonction d'un ou de plusieurs éléments sous-jacents. Les dérivés peuvent se présenter sous la forme d'instruments, de contrats ou de titres.

- les modèles d'investissement proposés ou existants pour les portefeuilles de la société, les secteurs et les types de valeurs compris dans les modèles, les recherches à effectuer, etc.;
- les produits que la société compte élaborer ou gérer et le mode de placement;
- les intentions de la société en matière de prestation de services financiers, comme les prêts ou les appels de marge;
- la clientèle visée (par exemple, personnes physiques, investisseurs qualifiés, investisseurs individuels, types d'institutions);
- les relations et tout contrat ou convention avec d'autres personnes en ce qui concerne les services financiers offerts;
- le mode de détention des actifs des clients;
- la tarification (par exemple, courtages, pourcentage des profits, frais d'opération, frais payés d'avance);
- les conventions d'impartition, comme le nom des entités concernées, les dates et la relation avec ces entités;

- la liste des produits qui seront vendus en vertu d'une dispense et les dispenses dont la société compte se prévaloir;
- le nombre prévu de représentants et de succursales;
- les plans en vue d'exercer des activités qui nécessitent un permis et ne sont pas liées aux valeurs mobilières;
- les plans en vue d'exercer des activités qui ne nécessitent pas de permis ou d'inscription et ne sont pas liées aux valeurs mobilières.

9. Un organigramme illustrant les rapports hiérarchiques au sein de la société. Inclure les administrateurs, les membres de la haute direction ou les associés, la personne désignée responsable et le chef de la conformité.

10. Un organigramme des personnes exerçant une emprise et des membres du groupe.

11. Un exemplaire des statuts constitutifs et de tout autre acte constitutif. Si la société est une société de personnes ou une entreprise individuelle, fournir un exemplaire du contrat de société ou de la déclaration d'immatriculation.

E. Normes de capital

1. Si la société existe depuis moins de cinq ans, indiquer l'origine et le montant des capitaux de lancement.
2. Fournir l'information suivante sur les actifs de la société détenus par des institutions financières :

Nom et adresse de l'institution financière	Description de l'actif	Montant (\$)

3. La société a-t-elle un ou des garants?

Oui Non

Si la réponse est « oui » et que les garants ont un numéro BDNI, indiquer ce numéro :

Si la réponse est « oui », indiquer le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse électronique du ou des garants.

Si la réponse est « oui », indiquer toute influence que le ou les garants peuvent exercer sur la société et tout risque de conflit d'intérêts entre la société et les personnes physiques se portant garants. Indiquer comment la société compte réduire ce risque.

4. La société a-t-elle signé des conventions de subordination de prêts consentis par une personne avec qui elle a des liens?

Oui Non

Si la réponse est « oui », joindre un exemplaire de chaque convention.

Joindre les documents suivants :

5. Le formulaire de calcul du capital (pour les sociétés qui ne sont pas membres d'un organisme d'autorégulation (OAR), remplir le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A1; pour les membres d'un OAR, remplir le formulaire de calcul du capital dont le dépôt est exigé par l'ACCOVAM ou la MFDA).

6. Les états financiers vérifiés (le bilan d'ouverture si la société est en démarrage).

F. Information financière

1. Clôture de l'exercice (mm/jj)
(Si la société n'a pas de date de clôture de l'exercice, l'indiquer et fournir des précisions.)

2. Vérificateur de la société

3. Assurance (pour les activités en valeurs mobilières dans tous les territoires)

Nom de l'assureur	Conditions particulières	Numéro de police
Couverture (\$)	Franchise (\$)	Date de renouvellement

Territoires dans lesquels la société est assurée :

Si l'assurance souscrite par la société n'est pas une assurance d'institution financière, préciser en quoi elle y équivaut.

La société est-elle assurée dans tous les territoires où elle demande l'inscription?

Oui Non s.o.

Si la réponse est « non » ou « s.o. », fournir des explications.

4. La société ou les membres du même groupe qu'elle ont-ils déjà fait faillite ou fait une cession dans le cadre d'une faillite?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire les causes et les circonstances, préciser si l'opération était volontaire ou non et indiquer le territoire.

5. Un séquestre ou un séquestre-gérant a-t-il déjà été nommé par ou pour la société ou un membre du même groupe qu'elle?

Oui Non

Si la réponse est « oui », donner des précisions, en indiquant la date et le territoire.

6. Au cours des dix dernières années, la société

s'est-elle vue refuser un cautionnement? Oui Non

a-t-elle présenté une réclamation en vertu d'un cautionnement? Oui Non

a-t-elle vu son cautionnement révoqué? Oui Non

Si la réponse est « oui », donner des précisions sur le cautionnement, en indiquant la date et le territoire, ainsi que les motifs du refus, du paiement ou de la révocation.

7. La société a-t-elle présenté des réclamations à son assureur au cours des dix dernières années relativement à ses activités en valeurs mobilières?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer le montant de la réclamation, la date et le territoire.

8. Indiquer le nom et l'adresse de chaque banque auprès de laquelle la société a des comptes.

Nom

Adresse

Joindre les documents suivants :

9. Une lettre d'instructions autorisant le vérificateur à effectuer toute vérification de la société que l'agent responsable peut exiger pendant que la société est inscrite. La lettre doit préciser que la société assumera les frais de la vérification et fournira à l'agent responsable un exemplaire du rapport sur demande.

10. La résolution du conseil d'administration concernant la suffisance de l'assurance pour les activités en valeurs mobilières.

G. Activités

1. La société est-elle en conflit d'intérêts relativement aux opérations financières ou en valeurs mobilières de ses clients, notamment en raison de relations ou d'ententes d'indication de clients avec d'autres personnes inscrites ou du fait que des membres du même groupe qu'elle sont inscrits dans la catégorie dans laquelle la société demande à s'inscrire?

Oui Non

Si la réponse est « oui », donner des précisions.

2. La société prend-elle ou a-t-elle l'intention de prendre possession de fonds et (ou) de titres de ses clients?

Oui Non

Joindre les documents suivants :

3. Le manuel des politiques et procédures.
4. Le document de déclaration de relation.
5. La politique écrite en matière de répartition équitable des possibilités de placement (conseillers seulement).
6. Un exemplaire du papier à en-tête et une carte de visite de la société.
7. Les documents promotionnels que la société se propose de diffuser.
8. Un exemplaire du contrat de travail type de la société avec les personnes physiques inscrites indiquant expressément les conditions de rémunération.
9. Un exemplaire du formulaire « Connaissance du client » et (ou) du formulaire d'ouverture de compte de la société.
10. Le cas échéant, les documents destinés aux clients, comme les plans financiers, la politique de placement et (ou) les conventions de gestion des placements.

H. Inscription, permis et adhésions (relatifs aux services financiers)

1. La société ou les membres du même groupe qu'elles sont-ils actuellement ou ont-ils déjà été inscrits comme courtiers ou conseillers en valeurs mobilières ou en dérivés dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer le ou les territoires, les catégories d'inscription, la date d'inscription et la date d'expiration de l'inscription, le cas échéant.

2. La société est-elle membre d'une bourse de valeurs et (ou) de marchandises, d'un OAR ou d'un organisme analogue dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer les organismes et les territoires.

Si la réponse est « non », la société a-t-elle déjà demandé à s'inscrire auprès d'une bourse de valeurs et (ou) de marchandises, d'un OAR ou d'un organisme analogue, ou à en devenir membre?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer les organismes et les territoires.

3. La société ou les membres du même groupe qu'elle sont-ils actuellement ou ont-ils déjà été inscrits dans une province, un territoire, un État ou un pays en vertu d'une loi qui prescrit la détention d'un permis ou l'inscription pour agir comme courtier ou conseiller en produits financiers autres que des valeurs mobilières (par exemple, prêts hypothécaires, planification financière, assurance-vie, dérivés, etc.)?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer le type de permis ou d'inscription, le territoire, la date d'inscription et la date d'expiration de l'inscription, le cas échéant.

4. La société a-t-elle actuellement des clients dans le territoire où elle demande l'inscription?

Oui Non

Si la réponse est « oui », donner des précisions.

5. La société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante ont-ils déjà conclu une entente de règlement avec une autorité de réglementation du secteur financier ou un des organismes visés à la question 2, ci-dessus?

Oui Non

Si la réponse est « oui », donner des précisions.

6. Une autorité de réglementation du secteur financier ou un organisme visé à la question 2 ont-ils déjà :

a) déterminé que la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante a fait une fausse déclaration ou commis une omission?

b) déterminé que la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante a enfreint les lois ou règlements d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays ou contrevenu aux règles d'un OAR ou d'une bourse de marchandises?

c) déterminé que la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante n'est pas apte à l'inscription, à l'octroi d'un permis ou à l'adhésion?

- d) refusé à la société, à un membre du même groupe qu'elle ou à une société préexistante l'inscription, un permis ou une adhésion dans une province, un territoire, un État ou un pays pour exercer des activités dans le secteur des valeurs mobilières ou un autre secteur?
- e) suspendu ou révoqué l'inscription, le permis ou l'adhésion de la société, d'un membre du même groupe qu'elle ou d'une société préexistante?
- f) nommé un surveillant pour la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante?
- g) rendu une ordonnance concernant la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante relativement à des activités en valeurs mobilières (par exemple, une interdiction d'opérations)?
- h) refusé à la société, à un membre du même groupe qu'elle ou à une société préexistante une dispense d'inscription, de permis ou d'adhésion dans une province, un territoire, un État ou un pays?
- i) assorti de conditions l'inscription ou l'adhésion de la société, d'un membre du même groupe qu'elle ou d'une société préexistante?

Si la réponse est « oui » à l'une de ces questions, donner des précisions, en indiquant notamment l'autorité ou l'organisme, le territoire et la date.

7. Au cours des dix dernières années, la société a-t-elle :

- | | Oui | Non |
|---|--------------------------|--------------------------|
| a) fait l'objet d'une ordonnance ou d'une procédure d'une autorité de réglementation du secteur financier, d'une bourse de valeurs et (ou) de marchandises, d'un OAR ou d'un organisme analogue dont elle est membre? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| b) été sanctionnée par une autorité de réglementation du secteur financier, une bourse de valeurs et (ou) de marchandises, un OAR ou un organisme analogue dont elle est membre? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Si la réponse est « oui » à l'une de ces questions, décrire la procédure ou la sanction, l'autorité, l'OAR ou l'organisme et indiquer les dates pertinentes.

8. La société se trouve-t-elle actuellement dans une situation qui pourrait donner lieu à une réponse positive à la question 6 ou 7 de la présente section?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire la situation.

I. Poursuites

1. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils déjà été condamnés en vertu des lois d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire le type de condamnation, en indiquant la date et le territoire.

2. Des accusations sont-elles actuellement portées contre la société ou un membre du même groupe qu'elle en vertu des lois d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire les accusations et indiquer le territoire.

3. Des poursuites civiles engagées contre la société ou les membres du même groupe qu'elles sont-elles en instance?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire la nature de la poursuite, l'état de la cause et la demande particulière.

4. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils déjà été condamnés pour fraude ou vol par un tribunal civil, pénal ou administratif?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire l'affaire, en indiquant la date et le territoire.

5. La société ou les membres du même groupe qu'elles sont-ils sous le coup de décisions judiciaires ou de causes de préférence?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire les décisions ou les causes de préférence, en indiquant la date et le territoire.

J. Régime d'inscription canadien**1. Choix de se prévaloir du régime d'inscription canadien (RIC)**

La société a-t-elle choisi de se prévaloir du RIC?

Oui Non

Si la réponse est « oui », en présentant ce formulaire, la société :

- atteste que, dans chaque territoire canadien dans lequel elle a désigné un mandataire aux fins de signification, elle a procédé à la désignation conformément aux obligations applicables dans ce territoire;
- est assujettie aux lois sur les valeurs mobilières ou les dérivés, ou les deux, de chaque territoire canadien dans lequel elle demande à s'inscrire, et accepte la compétence de tout tribunal ou toute instance se rapportant aux activités qu'elle exerce à titre de personne inscrite en vertu de ces lois;
- renonce à tout droit d'invoquer en défense devant ce tribunal ou dans cette instance l'incompétence à intenter l'instance.

Joindre les documents suivants :

- le formulaire établi conformément à l'Annexe 31-101A1;
- un chèque payable à chaque agent responsable auquel la société demande l'inscription;
- la confirmation que la société est assurée dans tous les territoires où elle demande l'inscription.

K. Collecte de renseignements personnels

Les autorités en valeurs mobilières se servent des renseignements personnels sur les personnes visées par ce formulaire pour étudier la présente demande et vérifier que la société remplit toujours les obligations d'inscription si sa demande est accueillie.

Les autorités en valeurs mobilières peuvent recueillir ces renseignements en vertu des lois sur les valeurs mobilières et les dérivés et ne peuvent se servir de renseignements personnels qu'aux seules fins de leur application. Elles peuvent recueillir des renseignements personnels à partir de la présente demande, de casiers judiciaires, des dossiers d'autres autorités de réglementation ou d'OAR, de dossiers de crédit, de relevés d'emploi et auprès d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, de personnes physiques ou morales et d'autres organisations. Elles peuvent aussi recueillir des renseignements personnels indirectement.

Les autorités en valeurs mobilières peuvent également fournir les renseignements personnels des personnes physiques visées par le présent formulaire à d'autres autorités de

réglementation, OAR, organismes analogues ou bourses dans le cadre d'une enquête ou du traitement de toute question d'ordre réglementaire.

Les personnes physiques visées par le présent formulaire peuvent adresser leurs questions sur la collecte et l'utilisation des renseignements personnels à l'autorité en valeurs mobilières du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, on peut également s'adresser à la Commission d'accès à l'information (1 888 528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

En remplissant cette section, vous :

reconnaissez que l'autorité en valeurs mobilières des territoires concernés peut recueillir les renseignements personnels des personnes physiques visées par ce formulaire et les communiquer à toute autorité en valeurs mobilières, tout OAR, organisme analogue ou bourse dans le cadre d'une enquête ou du traitement d'une question d'ordre réglementaire;

attestez que les personnes physiques visées par ce formulaire ont été avisées que leurs renseignements personnels figurent sur ce formulaire, des raisons juridiques de leur communication, de l'utilisation qui en sera faite et des moyens d'obtenir de plus amples renseignements.

Nom du dirigeant autorisé à signer

Titre du dirigeant autorisé à signer

Signature

Date (AAAA/MM/JJ)

L. Acceptation de compétence et désignation d'un mandataire aux fins de signification (Les sociétés qui sont non-résidentes doivent remplir cette section pour chaque territoire dans lequel elles demandent l'inscription.)

En présentant ce formulaire, la société :

- accepte d'être assujettie aux lois sur les valeurs mobilières ou les dérivés, ou les deux, de chaque territoire canadien dans lequel elle demande à s'inscrire, et accepte la compétence de tout tribunal ou toute instance se rapportant aux activités qu'elle exerce à titre de personne inscrite en vertu de ces lois;

- désigne le mandataire à l'adresse ci-dessous aux fins de signification de tout document émanant de ce tribunal ou relatif à cette instance.

Nom de la société

Territoire de constitution de la société

Coordonnées du mandataire

Nom du mandataire aux fins de signification (le « mandataire »)

Adresse du mandataire et territoires dans lesquels la société demande l'inscription

Nom du cabinet (le cas échéant)

Téléphone

Télécopieur

Adresse électronique

La société accepte de déposer un nouvel acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification si les changements suivants se produisent moins de six ans après que son inscription a pris fin :

- tout changement de nom ou d'adresse du mandataire;
- tout changement de mandataire de la société.

Le nouvel acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification doit être déposé au moins 30 jours avant la prise d'effet du changement.

Le présent acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification est régi par les lois sur les valeurs mobilières ou les dérivés, ou les deux, du territoire canadien concerné.

Autorisation de la société

Nom du dirigeant de la société autorisé à signer

Titre du dirigeant de la société autorisé à signer

Signature

Date (AAAA/MM/JJ)

Autorisation du mandataire

En signant si-dessous, vous acceptez d'agir comme mandataire aux fins de signification pour la société conformément aux conditions des présentes.

Nom du dirigeant du mandataire autorisé à signer

Titre du dirigeant du mandataire autorisé à signer

Signature

Date (AAAA/MM/JJ)

Joindre les documents suivants :

1. La déclaration de la société sur la protection des renseignements personnels
2. Le consentement signé de la société à la collecte des renseignements personnels

M. Signatures

En signant ci-dessous, vous atteste que :

- vous avez lu et compris les questions du présent formulaire;
- vous comprenez que la présentation de renseignements faux ou trompeurs constitue une infraction aux lois sur les valeurs mobilières et les dérivés;
- tous les renseignements présentés sur le présent formulaire sont véridiques..

Nom de la société

Nom du dirigeant autorisé à signer

Titre du dirigeant autorisé à signer

Signature

Date (AAAA/MM/JJ)

Attesté par un avocat, un notaire ou un commissaire à l'assermentation :

Nom

Titre

Signature

(préciser la qualité du signataire : avocat, notaire ou commissaire à l'assermentation)

Date (AAAA/MM/JJ)

Appendice A

Personnes-ressources pour toute question concernant la collecte et l'utilisation des renseignements personnels.

Alberta

Alberta Securities Commission
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-297-6454

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou 800-373-6393
(en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-4569

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
Attention : Director - Legal
Téléphone : 204-945-0605

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur de la réglementation du marché
Téléphone : 506-658-3021

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9
Attention : FOI Officer
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6190

Ontario

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou 877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services Commission
800 B1920 Broad Street
Regina (Saskatchewan) S4P 3V7
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities Commission of Newfoundland and Labrador
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6
Attention : Director of Securities
Téléphone : 709-729-4189

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-920-8984

Yukon

Department of Community Services Yukon
P.O. Box 2703
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Registrar of Securities
Téléphone : 867-667-5225